



Informations du Guatemala

2ème année/N° 72

du 11 au 17 mai 1984

POLITIQUE

L'Internationale Socialiste rejette les "elections restreintes"
ANDRADE à Washington
Illégitimité des gouvernements militaires: Collège d'avocats
Crise au Tribunal Suprême Electoral
L'opposition démocratique se voit interdire la liberté d'expression
Dépolitiser l'armée et démilitariser le pays
La visite de DUARTE provoque des inquiétudes
Les citoyens se méfient des partis politiques

ECONOMIE

Les industriels s'opposent à la vente de bétail au Mexique
Projets hydroélectriques: mille millions de dollars de perte
L'initiative privée exige une plus importante participation aux décisions

INSURRECTION

Un major de l'armée meurt dans une embuscade

DROITS DE L'HOMME

La violence augmente: CDHG
Boycott à la Coca-Cola en Suède

REFUGIES

La version guatémaltèque manque de vraisemblance: Mexique
Le gouvernement guatémaltèque se refuse à faire d'autres enquêtes
Des organismes humanitaires condamnent l'attaque d'un camp
L'armée responsable de l'agression: CDHG

POLITIQUE

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE REJETTE LES ELECTIONS RESTREINTES

Le comité de l'IS pour l'Amérique Latine et les Caraïbes a émis une résolution le 10 mai à Lima, Pérou, dans laquelle il exprime son refus "des élections restreintes et non démocratiques" que se dérouleront au Guatemala le 1er. juillet prochain.

La résolution condamne la poursuite de la répression au Guatemala et rejette toute tentative d'intervention et de solution militaire au conflit centre-américain.

Pour sa part, le Parti Socialiste Démocratique du Guatemala, membre de l'Internationale Socialiste, et qui ne participe pas à l'actuel processus électoral, a affirmé dans les plus récent numéro de son **Boletín Socialista Democrático**: "Dans les dernières années est apparu clairement le manque de cohérence de l'actuel gouvernement guatémaltèque en matière de politique intérieure: d'un côté il parle d'ouverture démocratique, de libre participation syndicale et de liberté d'organisation, et de l'autre, il déclenche une effrayante vague de répression."

ANDRADE A WASHINGTON

Fernando ANDRADE DIAZ-DURAN, ministre des Relations Extérieures, a annoncé le 10 mai que dans les jours prochains il effectuera un voyage à Washington, au cours duquel il s'entretiendra avec des membres du Congrès, des sénateurs et des hauts fonctionnaires de la Maison Blanche.

ANDRADE a précisé qu'il a été invité par George SHULTZ, secrétaire d'Etat américain, et que le but de ce voyage est de faire connaître la réalité guatémaltèque et l'ouverture politique offerte par le général MEJIA VICTORES, thème sur lequel existent à l'étranger des informations tendancieuses.

ANDRADE n'a pas écarté la possibilité d'inclure à l'ordre du jour la demande d'aide militaire aux Etats-Unis pour le Guatemala.

ILLEGITIMITE DES GOUVERNEMENTS MILITAIRES: COLLEGE D'AVOCATS

L'illégitimité des derniers gouvernements militaires au Guatemala et la violation de l'indépendance des pouvoirs ont été mis en évidence le 10 mai dernier par les rapporteurs des Journées Constitutionnelles, forum juridique annuel organisé par le Collège d'Avocats.

L'exercice du pouvoir ces dernières années a été illégitime, issu en effet de coups d'état ou de fraudes électorales, a signalé Luis Arturo ARCHILA, président du Collège: "les périodes durant lesquelles la constitution était en vigueur, le régime de légalité n'a pas prévalu", a dit ARCHILA, de plus s'est maintenu seulement "d'un point de vue formel".

Ce manque de légitimité, joint aux constantes violations des droits de l'homme, la corruption administrative, l'irrespect à la loi et l'irrespect à la vie et à l'intégrité humaine sont les causes de la crise politique dans laquelle sombre le pays, a précisé le président du Collège d'Avocats.

Pour sa part, Jorge CASTILLO GONZALES a affirmé que la dictature au Guatemala méconnaît l'indépendance des pouvoirs et que le pays "vit sous un état policier depuis l'époque colonial".

"L'irrespect à la vie et à l'intégrité personnelle, a ajouté CASTILLO GONZALEZ, se transforment en maux endémiques, du fait qu'aucune mesure n'est mise en place pour enrayer l'analphabétisme, la faim et misère."

CRISIS AU TRIBUNAL SUPREME ELECTORAL

Deux membres du Tribunal Suprême Electoral ont renoncé à leurs charges selon une information officielle datant du 15 mai. bien qu'il n'a pas été précisé les motifs de ces démissions, officieusement il est apparu qu'elles étaient dûes aux constantes interférences du régime militaire dans les fonctions du tribunal.

Début mai, le président de la Cour Suprême de Justice et de l'Organisme Judiciaire a été destitué pour avoir dénoncé les pressions des hauts chefs militaires et policiers à l'encontre de l'indépendance des tribunaux.

Au moins seize fonctionnaires de l'organisme judiciaire ont alors démissionné en signe de protestation contre la subordination forcée des tribunaux à l'Etat et aux forces de sécurité.

L'OPPOSITION DEMOCRATIQUE SE VOIT INTERDIRE LA LIBERTE D'EXPRESSION

Les forces de sécurité ont pris d'assaut une imprimerie et ont mis sous séquestre une grande quantité de propagande électorale du Front Civique Démocratique -FCD-, a dénoncé le secrétaire à l'organisation du dit parti politique.

Selon la dénonciation, les protagonistes de cette affaire sont des éléments du Département de Recherches Techniques de la Police Nationale qui ont emporté des appareils d'impression évalués à plusieurs milliers de quetzals (=dollars) et ont menacé le FCD afin qu'il s'abstienne de dénoncer le fait à la presse.

Le FCD est le seul parti de la dénommée gauche démocratique qui participe aux élections à l'Assemblée Nationale Constituante.

DEPOLITISER L'ARMEE ET DEMILITARISER LE PAYS

L'Assemblée Nationale Constituante devra débattre de la dépolitisation de l'armée et de la démilitarisation du pays, a soutenu le 10 mai Carlos Rafael SOTO, dirigeant du groupe politique Force Nouvelle, d'orientation social démocrate.

"Nous sommes dans un pays complètement militarisé, avec 800 000 mille patrouilleurs d'autodéfense civile, avec toutes les polices sous contrôle militaire et avec l'administration publique également sous contrôle militaire", a dit le dirigeant politique.

L'autre aspect que devra aborder la constituante, a ajouté SOTO, est la dépolitisation des forces armées, "parce que l'armée doit se remettre aux fonctions que lui assigne la société et non participer à des activités qui ne sont pas de sa compétence".

Force Nouvelle qui n'est pas parvenu à s'inscrire comme parti politique, participera aux prochaines élections en coalition avec le parti Front Civique Démocratique.

LA VISITE DE DUARTE PROVOQUE DES INQUIETUDES

José Napoleon DUARTE, président élu du Salvador, effectuera une visite au pays le 17 mai, selon une information officielle datant du 15.

La visite de DUARTE a provoqué des malaises dans divers groupes politiques et militaires, qui craignent des pressions de Washington en vue de favoriser la Démocratie Chrétienne aux élections de la Constituante de juillet prochain.

Selon le journal radio Guatemala Flash, plusieurs dirigeants politiques ont exprimé leur préoccupation face au penchant du président Ronald REAGAN pour la Démocratie Chrétienne au Salvador, à laquelle -ont-ils assuré- il a remis à travers la CIA deux millions de dollars pour la campagne électorale.

DUARTE restera trois heures au Guatemala, et avant de poursuivre son voyage vers Miami il s'entretiendra avec le général MEJIA VICTORES, le ministre Fernando ANDRADE et d'autres fonctionnaires du régime militaire, ainsi qu'avec les dirigeants de la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque.

LES CITOYENS SE MEFIENT DES PARTIS POLITIQUES

85.6 pour cent des habitants de la capitale ont une vision négative des partis politiques, et les considèrent comme "des profiteurs" "qui ne s'occupent que de leurs propres intérêts", a révélé une enquête récemment réalisée dans la capitale du Guatemala par une entreprise indépendante à la demande du comité politique **Union Nacional Equicrática -UNE-**.

Enrique RITTSCHER, dirigeant de -UNE- a dit que, selon l'enquête, 65,3 pour cent des citoyens souhaitent un changement de système politique.

ECONOMIE

LES INDUSTRIELS S'OPPOSENT A LA VENTE DE BETAIL AU MEXIQUE

Les industriels du cuir, des chaussures et du conditionnement des aliments s'opposent à l'exportation de bétail au Mexique et au Salvador selon les communiqués publiés dans les médias du pays ces derniers jours.

Les conditionneuses de viande, qui s'opposent elles aussi à la vente, ont indiqué que depuis plusieurs semaines, est exporté au Salvador une moyenne journalière des deux cents têtes de bétail qui sont réexportées aux Etats-Unis à partir de ce pays comme faisant partie de sa quote-part.

Depuis plusieurs années la viande guatémaltèque rencontre des difficultés sur le marché nord-américain, pour ne pas remplir les conditions sanitaires requises par les autorités nord-américaines.

Le vice-ministre de l'Economie, Ricardo DRISLY, a annoncé le 30 avril dernier que le gouvernement a autorisé la vente au Mexique de cinquante mille têtes de bétail sur pied et autant d'autres abattues, ce qui -a dit le fonctionnaire- représentera pour le Guatemala une rentrée de 60 millions de dollars.

Les industriels ont assuré que de telles ventes provoqueront une disette et une hausse des prix de la viande de consommation intérieure, de même pour les matières premières utilisées dans les industries du cuir, de la charcuterie, des farines et autres produits.

PROJETS HYDROELECTRIQUES: MILLE MILLIONS DE DOLLARS DE PERTE.

Ces dernières années, les échecs des grands projets hydroélectriques ont causé au pays la perte de plus de mille millions de dollars, a admis le 9 mai le Général MEJIA VICTORES, dans un message diffusé par la chaîne nationale de télévision.

MEJIA a informé que le projet CHIXOY, évalué à plus de 184 millions, a coûté 799, et que les défauts de fabrication apparus nécessiteront de nouveaux investissements chiffrés en millions et un minimum de 10 à 12 mois pour effectuer la réparation.

Le projet CHULAC a été suspendu alors que 277 millions de dollars venaient d'être investis dans ce projet, et il est très probable que les travaux réalisés ne pourront pas être utilisés dans le futur, a admis MEJIA.

Le Chef de l'Etat a précisé que de telles défaillances ne sont pas imputables à son gouvernement, mais aux administrations des Généraux LAUGERUD et LUCAS, et il a dit que l'on en déduira les responsabilités de chacun "si l'on arrive à déterminer qui sont les coupables de cette situation", mais il n'a pas précisé si l'on mènera des actions judiciaires contre ces ex-présidents.

L'INITIATIVE PRIVEE EXIGE UNE PLUS IMPORTANTE PARTICIPATION AUX DECISIONS.

Selon une information du 13 mai, L'initiative privée a critiqué la politique fiscale du gouvernement et a exigé une plus grande participation de ses représentants dans la résolution des problèmes que les lois fiscales ont provoqué dans ce secteur.

Selon le journal télévisé, **Aquí el Mundo**, à la fin d'avril dernier, le Comité Coordinateur des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières, -CACIF-, a remis un rapport au Chef de l'Etat, dans lequel il assure que les rentrées fiscales du gouvernement ont diminué pour la troisième année consécutive en 1983.

Depuis quelques mois, L'initiative privée demande la privatisation des entreprises rentables de l'Etat.

INSURRECTION

UN MAJOR DE L'ARMEE MEURT DANS UNE EMBUSCADE.

Delio Fernando MAZARIEGOS RAMIREZ, Major de l'Armée, est mort le 12 mai dans une embuscade aux alentours de la Capitale de Guatemala alors que parti de JUTIAPA, ville à l'Est du pays, il s'y rendait dans une voiture immatriculée aux Etats-Unis.

Selon l'information officielle, MAZARIEGOS RAMIREZ avait rempli la charge de secrétaire privé du Chef d'Etat, et au moment de sa mort, il était chef des services de renseignements de l'Armée (G-2) de la base militaire de JUTIAPA. Trois autres officiels accompagnaient RAMIREZ au moment de l'embuscade, mais on ignore leur sort, vu que la version officielle n'indique rien à ce sujet.

Ces dernières années, des hommes en civil, armés, ont commis des assassinats et des enlèvements, se déplaçant en voitures immatriculées à l'étranger, et le Service de Renseignements de l'Armée a été accusé par des organisations humanitaires internationales d'être le planificateur et l'exécuteur de tels actes.

Les forces armées gouvernementales qui ont attribué l'embuscade à des insurgés, ont ceinturé le secteur et ont commencé une gigantesque chasse à l'homme à l'aide d'hélicoptères, de tanks et d'artillerie lourde. Aucune information n'a été diffusé quant au résultat.

DROITS DE L'HOMME

LA VIOLENCE AUGMENTE: CDHG.

Les violations des droits de l'homme des Guatémaltèques, de la part des forces de sécurité du gouvernement, ont augmenté de façon alarmante, aussi bien dans les campagnes que dans les villes" a affirmé la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala-CDHG-, dans un communiqué publié le 15 mai.

Selon la CDHG dans les derniers mois, on a enregistré au moins 1300 exécutions extrajudiciaires et 1600 disparitions forcées et involontaires.

La torture comme méthode de terreur, a ajouté la Commission, est utilisé invariablement contre toute personne qui est détenue-disparue, et l'Armée a décuplé les bombardements et les attaques indiscriminées contre la population civile dans les diverses régions du pays, spécialement dans la région du sud-ouest.

BOYCOTT A LA COCA COLA EN SUEDE.

Le Syndicat des Travailleurs de l'entreprise COCA COLA en Suède a annoncé le 11 mai un boycott de trois jours de la vente du produit en solidarité avec les travailleurs de la même entreprise au Guatemala.

L'Embotelladora Guatemalteca SA, productrice de Coca Cola au Guatemala a suspendu son activité le 17 février dernier, prétextant la faillite, et depuis lors les travailleurs occupent pacifiquement les locaux de l'usine.

REFUGIES

LA VERSION GUATEMALTEQUE MANQUE DE VRAISEMBLANCE: MEXIQUE

Les enquêtes menées par les autorités mexicaines à propos de l'assassinat de six réfugiés guatémaltèques le 30 avril dernier, dans le camp **El Chupadero**, dans l'état de CHIAPAS, ont confirmé que les coupables provenaient du territoire guatémaltèque et y sont retournés, selon un communiqué du 13 mai du Ministère des Relations Extérieures du Mexique.

Selon ce communiqué, le gouvernement du Mexique a demandé à son ambassadeur au Guatemala, Rafael MACEDO, de présenter une note sur le fait au ministère des Relations Extérieures du Guatemala, et qu'il insiste sur la nécessité pour le gouvernement guatémaltèque d'entreprendre une enquête exhaustive pour identifier pleinement les responsables des assassinats et de les punir conformément aux lois en vigueur.

De même, le gouvernement du Mexique a déclaré qu'aucune preuve réelle ne permet d'affirmer que les auteurs de ces crimes soient des insurgés comme le soutient le gouvernement guatémaltèque.

Pour finir, le Mexique a demandé au gouvernement du Guatemala de prendre les mesures nécessaires afin d'éviter des incidents frontaliers provoqués depuis le territoire guatémaltèque.

LE GOUVERNEMENT GUATEMALTEQUE SE REFUSE A FAIRE D'AUTRES ENQUETES

Le gouvernement du général Oscar MEJIA VICTORES a nié avoir une quelconque responsabilité dans l'attaque des réfugiés au camp **El Chupadero**.

En réponse à la note du Ministère des Relations Extérieures du Mexique, le régime militaire a affirmé que son enquête était close.

L'obligation d'établir l'identité des responsables reviendrait au Mexique, car le fait s'est produit sur son territoire, a dit l'ambassadeur du Guatemala au Mexique, Julio Cesar MENDEZ MONTENEGRO, le 14 mai.

DES ORGANISMES HUMANITAIRES CONDAMNENT L'ATTAQUE DU CAMP.

Pax Christi Internationale, l'Association Mondiale Contre la Torture et la Ligue suisse des Droits de l'Homme ont condamné le 14 mai le gouvernement du Guatemala pour sa responsabilité dans l'attaque du camp des réfugiés **El Chupadero**, dans l'état de Chiapas, Mexique.

Dans un communiqué collectif émis en Suisse, les organisations humanitaires ont rappelé que le 30 avril quelques 200 soldats guatémaltèques ont envahi le camp: six personnes ont été assassinées et autant blessées.

Ces organisations ont précisé que les forces guatémaltèques ont utilisé des grenades et des mitrailletes durant cette attaque.

L'ARMEE RESPONSABLE DE L'AGRESSION

La commission des Droits de l'Homme du Guatemala -CDHG-, dans un communiqué du 15 mai, "Coudamne énergiquement l'attaque armée dirigée contre les réfugiés guatémaltèques établis dans le camp **El Chupadero**".

La CDHG "accorde du crédit aux déclarations des réfugiés victimes de l'attaque armée, déclarations dans lesquelles ils signalent de façon claire et nette, la participation directe de l'armée guatémaltèque (Kaibiles) à cette action répudiable, et attire l'attention de l'opinion publique sur le fait que ce n'est pas la première fois qu'on a connaissance de ce type d'attaques armées contre les réfugiés guatémaltèques sans défense".

L'organisme humanitaire "ratifie son respect absolu pour la conduite des affaires intérieures gouvernementales du Mexique" et signale que "n'importe quelle action menée envers les réfugiés guatémaltèques de la part du pays qui les accueille, doit avoir comme base les accords, les traités et les pactes internationaux sur les droits de l'homme, ainsi que sa propre législation intérieure".